

L'Adresse

● (1540)

Nous n'avons que nous-mêmes à blâmer si les chevauchements des activités fédérales et provinciales empêchent l'adoption de programmes cohérents et génèrent un scandaleux gaspillage de ressources humaines et financières. Voilà qui révèle une deuxième réalité tout aussi incontournable que la mauvaise conjoncture économique: il s'agit bel et bien de l'inefficacité inscrite au cœur même du régime. Celle-ci aggrave celle-là et celle-là accroît celle-ci. C'est le cercle vicieux du fédéralisme canadien. Au centre de la crise économique, il y a donc une crise politique.

Mais pour une bonne partie du Canada anglais, il n'y a pas de crise politique. Ou alors, s'il y en a une, on feint de l'ignorer. Son électorat a donc envoyé à Ottawa une nouvelle administration en lui confiant le mandat de faire mieux fonctionner le régime actuel avec interdiction d'y changer quoi que ce soit.

En revanche, l'électorat québécois a non seulement changé en profondeur l'équipe qui le représente dans la capitale fédérale, mais il lui a conféré le mandat de préparer le changement de régime. Le Bloc québécois est ainsi investi d'une double mission: s'occuper de la crise économique et de la crise politique. Ne faut-il pas voir une preuve arithmétique de cette deuxième crise dans le découpage politique de cette Chambre? Le parti ministériel n'a remporté que 19 sièges au Québec, le Bloc québécois, 54. Qui parle désormais au nom du Québec ici?

[Traduction]

Il y a plus de 30 ans, le Québec s'est réveillé et a décidé de se rattraper. La révolution tranquille a transformé le Québec. Il n'a pas fallu bien longtemps pour que l'esprit de réforme qui animait le Québec ne se heurte au vent de fédéralisme canadien qui soufflait à Ottawa. Il y a trente ans, nous étions dans une impasse. Trente ans plus tard, nous y sommes toujours, comme immobilisés dans le passé. Pourtant, le passé devrait nous apprendre que le problème politique du Canada, c'est le Québec, et que le problème du Québec, c'est le Canada.

Cependant, beaucoup de Canadiens refusent de reconnaître le problème, ce qui ne fait que l'aggraver. Par exemple, le Bloc québécois est présent sur la scène fédérale depuis plus de trois ans, mais jusqu'à tout récemment, on nous classait parmi les bizarres et les marginaux.

Bien sûr, notre objectif n'est pas de remporter des concours de popularité au Canada anglais. En substance, c'est là le fond de l'épineux problème politique qui assaille le Canada. On a régulièrement rejeté un nouveau parti politique qui, depuis trois ans, est constamment en tête dans les sondages au Québec, comme s'il s'agissait d'une bizarrerie ou d'une manifestation de démen- ce temporaire. Le puissant roman de Hugh McClelland, *Les deux solitudes*, a été publié en 1945. Un demi-siècle plus tard, ce titre reflète toujours le paysage politique.

Certains sont prêts à nier l'évidence pour ne pas déranger le statu quo. Ils parlent d'une seule nation canadienne, alors que le Québec et le Canada anglais sont deux nations différentes. Même lorsque personne au Québec n'envisageait la souveraineté, le Canada qui inspirait les Québécois n'était pas taillé dans la

même étoffe que le Canada qui animait le cœur et l'esprit des habitants des Maritimes, de l'Ontario ou de l'Ouest. Les Québécois ont été à la tête de la lutte en faveur d'une plus grande autonomie du Canada dans l'empire britannique et, plus tard, de l'indépendance politique du Canada. On a tendance à oublier cela dans certains milieux où le dénigrement systématique du Québec est un passe-temps favori.

Le Canada et le Québec ont tous deux changé énormément au cours des cent dernières années, mais leurs routes sont parallèles et ils demeurent aussi différents aujourd'hui qu'ils l'étaient hier. Dans l'ensemble, chacun continue de faire fi de l'histoire et de la culture de l'autre. Ce n'est pas un hasard: la langue, la géographie et l'histoire en sont en grande partie responsables.

Quoi qu'il en soit, les Québécois ne nient pas que le Canada anglais constitue une nation à part entière, avec son propre sens d'appartenance. Tous les sondages menés ces dernières années ont montré que la vaste majorité des habitants de chacune des neuf provinces veulent demeurer politiquement unis après que le Québec sera devenu souverain. Or, tous ceux qui doutent que le Canada anglais puisse exister sur cette base fragile de différences régionales trouvent commode de négliger ce petit détail.

En France, les populations du nord sont certes aussi différentes, sinon plus, de celles du sud que les habitants des Maritimes sont différents de ceux de la Colombie-Britannique. Toutefois, tous ces gens ressentent un fort attachement envers la France ou le Canada, selon le cas.

● (1545)

En fait, en s'accrochant à la thèse d'une nation unique, le Canada anglais risque de se nuire à lui-même. Comme Kenneth McRoberts, politologue de l'Université York, l'a écrit en 1991: «En voulant nier son identité distincte au Québec, le Canada anglais n'a réussi qu'à nier la sienne.»

Pourtant, celui qui accepte l'évidence en accepte sans aucun doute les conséquences. Toute nation a le droit à l'autonomie gouvernementale. Autrement dit, il a le droit de décider de ses propres politiques et de son avenir. Nous n'avons rien à redire à l'idée du fédéralisme quand elle s'applique à des états uninationaux. Par contre, c'est autre chose quand elle s'applique à des états multinationaux, surtout quand il s'agit d'un fédéralisme comme celui qui est en vigueur au Canada.

Au Canada, le fédéralisme veut dire que le gouvernement du Québec se trouve soumis à un gouvernement central sous tous rapports et qu'au sein du régime fédéral, le Canada anglais peut imposer son veto au développement du Québec.

Chaque fois que la question de la souveraineté nationale est soulevée au Canada anglais, on se trouve presque toujours devant un paradoxe intéressant, un paradoxe auquel je ferai allusion au cours des prochains mois et que j'appellerai le paradoxe du Canada anglais. Tout d'abord, il existe une certaine tendance—face notamment à la Communauté européenne, au GATT, à l'ALÉNA—à considérer le concept de souveraineté nationale comme «passé». C'est manifestement mal interpréter la situation. Prenons le monde occidental. Quatre-vingt-quinze pour cent de la population vit dans des états-nations.